

son article. Après avoir exposé la rareté du bois dans la plupart de nos vieilles paroisses et les graves inconvénients qui en résultent, M. Maucotel nous indique ce qui a été fait dans le pays de sa naissance :

« La France, dit-il, est, comme chacun sait, un pays essentiellement agricole et occupe sous ce rapport près de 26,000,000 d'habitants sur une population d'environ 38,000,000 ; mais les préoccupations de l'agriculture n'ont jamais absorbé l'attention qu'il convient de donner à cette importante branche de nécessité publique ; sur à peu près 150,000,000 d'arpents que la France possède en superficie, environ 25,000,000 sont boisés. Les forêts occupent donc le sixième de la surface totale. Placées sous la surveillance d'agents assermentés, il s'y commet rarement des délits et toujours ces délits sont punis avec rigueur. Les bois appartenant aux communes sont ordinairement divisés en 25 lots qui se coupent dans une période de 25 ans à raison de un par année. Le bois fourni par le lot coupé est fractionné en autant de parties qu'il y a de chefs de famille, et ensuite tiré au sort par les intéressés, entre lesquels sont répartis, pour toute redevance, les frais d'exploration de ce lot et le montant de la contribution foncière qu'il doit payer. 25 ans plus tard, il sera de nouveau coupé dans le même état. Par ce moyen le villageois se procure du bois à bas prix et, ce qu'on aura peine à croire, avec infiniment moins de peine qu'au Canada. Les propriétaires et les communes, ayant la jouissance du fonds et la jouissance de l'usufruit, ne peuvent malgré tout défricher leurs bois qu'avec l'autorisation du gouvernement sur avis favorable de l'administration des Eaux et Forêts. Qu'on ne croie pas cependant que cette liberté leur soit donnée sans condition : il faut avant tout que la propriété soit située dans la plaine, qu'il soit prouvé que les arbres dépérissent, et que de plus les pétitionnaires prennent l'engagement de reboiser une partie montagneuse de même grandeur que celle qu'ils sont autorisés à détruire. Les législateurs français ont compris toute l'importance de la question touchant la conservation des forêts, ils ont par là épargné bien des entraves à leur pays.

« En présence des difficultés que nous ressentons, on se demande s'il n'y aurait aucun moyen de porter remède à un tel état de choses, et d'épargner à nos descendants, en nous servant des leçons de l'expérience, la gêne que sous ce rapport on éprouve dans un grand nombre de localités. J'ai pensé que, par suite du mouvement qui s'opère pour coloniser nos terres incultes, ces observations pourraient être utiles à nos colons pour leur faire éviter l'erreur dans laquelle sont tombés leurs prédécesseurs. C'est un pur égoïsme de ne songer qu'à soi et de compter pour rien les embarras que l'on pourrait léguer aux générations à venir. Une paroisse d'ailleurs ne peut être prospère si elle manque de bois, et je ne parle pas seulement du bois employé comme combustible, mais aussi de celui qui est utile à l'industrie. Le mal maintenant est-il réparable dans les lieux où la pénurie de cet objet de première nécessité se fait sentir ? Je le crois. Ordinairement l'habitant cultive trop relativement à la main-d'œuvre qu'il peut fournir ; ce n'est pas tant dans la quantité que dans une bonne préparation du sol qu'il trouvera la rémunération de ses peines. En supposant donc qu'il détourne le quart ou le cinquième de sa propriété pour servir au reboisement par le moyen du semis, il n'éprouvera aucune perte matérielle, s'il apporte dans l'exploitation de ce qui lui restera les soins et le travail qui seraient nécessaires pour l'améliorer. D'un autre côté, à mesure que les années se succéderont, il verra la valeur de sa propriété augmenter, sans compter les avantages inappréciables qu'il laissera à ses descendants. En pensant ainsi à l'avenir de sa propre famille, il travaillera de plus à la prospérité de son pays et de la génération qui lui succédera. »

Mais tandis que nous nous livrons à toutes ces bucoliques, nos voisins ne chantent point absolument comme les bergers de Virgile ; ils ont des pipeaux et des chalumeaux quelque peu retentissants et dont le bruit qui nous arrive par le télégraphe ne laisse pas de d'être désagréable. La destitution de McClellan n'a point porté bonheur à l'armée du Nord ; elle vient de livrer encore une grande bataille et d'éprouver un grand désastre. Elle a eu deux généraux tués, un grand nombre de blessés et a perdu, d'après ses propres bulletins, près de 15000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Fredericksburg est à ajouter à la longue liste des batailles horriblement meurtrières livrées sans avancer en rien une guerre dont le dénouement paraît aujourd'hui plus éloigné que jamais. La démarche de M. Drouin de Lhuys, auprès des cours de Russie et d'Angleterre, qui n'ont point voulu s'associer à lui pour offrir leur médiation aux deux républiques ennemies, restera-t-elle sans résultat ? La France fera-t-elle comme au Mexique, tentera-t-elle pour son propre compte une aventure à laquelle elle a voulu associer deux autres puissances ? Il n'est point permis de le croire. Et cependant l'Angleterre souffre plus que la France ; elle devrait avoir plus à cœur de mettre fin à une guerre qui cause de si grandes perturbations dans son commerce et son industrie ; mais si elle a le Lancashire, elle a aussi le Canada, et, pour notre part, nous devons lui tenir compte d'une sagesse et d'une longanimité qui est peut-être toute à notre intention. La dernière livraison du *Punch* contient, sous ce titre : « *Albion la Tigresse*, » un article censé reproduit du *New York Herald*, dans lequel on se plaint, de la manière la plus comique, de ce que l'Angleterre refuse de venir séparer les combattants et arrêter l'affreuse boucherie qui décime toute une nation. Le contraste de ces plaintes avec celles que formulait le *Herald* il y a quelque temps, contre les perfides desseins d'intervention de l'Angleterre qui cherchait, selon lui, à coaliser l'Europe contre les États du Nord, est une idée ingénieuse et bien réussie, au point que quelques journalistes américains ont donné raison à *Punch* en écrivant presque dans le même sens.

On se demande dans quel but M. Drouin de Lhuys s'est tant hâté de publier la correspondance diplomatique échangée avec l'Angleterre et la Russie. Ce n'était certainement point pour se gagner le bon vouloir des yankees ; on a fait là-dessus mille conjectures, on a dit, entre autres choses, que l'empereur voulait constater un refroidissement dans ses relations avec la Grande-Bretagne, afin de conserver une plus grande liberté d'action dans les questions que va soulever la révolution grecque : cela eût été bon si la Russie eût mieux accueilli ses propositions ; mais nul ne pourrait supposer qu'il tienne à se séparer à la fois des deux puissances qui ont le plus à voir dans les affaires d'Orient. Il est plus raisonnable de croire qu'il a voulu simplement montrer aux grands intérêts industriels de la France, qui se trouvent compromis par la prolongation de la crise actuelle, que le gouvernement avait fait son devoir à leur égard.

Les Grecs, comme autrefois les grenouilles, demandent un roi à la place de celui qu'ils ont chassé ; ils ne veulent point faire mentir le grand fabuliste, qui fit leur compatriote. La candidature du prince Alfred, qui serait, comme on l'a dit spirituellement, l'annexion de la Grèce aux îles Ioniennes, quoiqu'elle soit jusqu'ici plutôt officieuse qu'officielle, ne laisse point que d'inquiéter grandement la Russie : peut-être au-si la France. Nous souhaitons, dans tous les cas, au jeune prince, un règne plus heureux que celui d'Othon et, surtout, affligé de moins de calembourgs. Lorsque le roi aujourd'hui déchu monta sur le trône, ce x qui cultivait, il y a vingt ans, ce genre d'esprit, se demandait : « De quelle étoffe doit être ce nouveau roi ? » Il faut, répondait-on, coton, soie, fil et laine (qu'Othon soit philhellène). A sa chute, les héritiers de ces mauvais plaisants ont dit qu'il avait commencé sa dernière proclamation par ces mots : *Othon, nous* (ôtons-nous) ; enfin, on s'est demandé pourquoi ce prince avait eu tant de peine à gouverner ses sujets, et l'on a répondu que c'était parce qu'il avait l'*Epire*.

M. Drouin de Lhuys est évidemment décidé à faire de la diplomatie cartes sur table. Ce serait peut-être après tout la plus rusée et la plus dangereuse. Presqu'en même temps que les dépêches sur la question américaine, est venue celle adressée au gouvernement d'Italie, dont la substance, en langage profane, veut dire : 1o que le gouvernement français n'a jamais eu l'intention d'abandonner Rome ; 2o que s'il l'avait eue, la dernière escapade de Garibaldi ainsi que les meetings garibaldiens de Londres, auraient suffi pour la lui ôter.

A propos de Garibaldi, un écrivain français, M. Edmond Lafond (1), vient de trouver, dans une des pièces les moins célèbres de Corneille, non-seulement le nom du fameux *condottieri* ; mais encore des vers qui s'appliquent singulièrement au rôle joué par lui et par Victor Emmanuel. Après avoir cité, à propos de la conduite de la France, ces vers du grand tragique :

« Mais de sa propre gloire on fait trop peu de cas,  
Quand on ne punit point ce qu'on n'approuve pas, »

l'auteur dit, dans une note :

« Cet honnête grand homme, dont Napoléon 1er. disait qu'il aurait fait un ministre s'il eût vécu de son temps, a fait paraître dans *Pertharite* un certain *Garibalde*, duc de *Turin*, qui joue un rôle prophétique par son nom et par ses paroles. Ce Garibalde dit à Grimoald, qui s'est emparé de la Lombardie :

« Si vous n'osez parler, du moins laissez-nous faire :  
Nous saurons vous servir, seigneur, et malgré vous.  
Prêtez-nous seulement un moment de courroux,  
Et permettez après qu'on l'explique et qu'on feigne  
Ce que vous n'osez dire et qu'il faut qu'elle craigne.  
Vous désavouerez tout. Après de tels projets,  
Les rois impunément dédisent leurs sujets. »

Plus loin, Garibalde est accusé de trahir son maître :

« Il a son but à part ; Grimoald, prends-y garde,  
Quelque dessein qu'il ait, c'est toi seul qu'il regarde. »

Et Garibalde de s'écrier :

« Vous le voyez, seigneur, avec quelle injustice  
On me fait criminel, quand je vous rends service. »

Vit on jamais plus bizarre et plus complète coïncidence de noms, de lieux et d'événements ?

La blessure du chef des chemises rouges est, assure-t-on, en pleine voie de guérison ; le Dr. Nelaton, de Paris, en a extrait la balle, que le Dr. Partridge, de Londres, assurait ne pas y être ; et la chirurgie française a remporté un triomphe sur la chirurgie anglaise. Ce n'est pas assez pour compenser Waterloo ; mais les petites revanches entretiennent l'amitié.

## NOUVELLES ET FAITS DIVERS.

### BULLETIN DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

— Ce qui suit est extrait d'une allocution adressée par M. Dupin aîné au comice agricole de Clamecy, le 7 septembre, 1862.

(1) *Lorette et Castelfidardo*, par M. E. Lafond ; Paris, 1862.